



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

VILLE DE VINCENNES

DÉPARTEMENT
DU VAL-DE-MARNE

Arrêté réglementant l'occupation
du domaine public

**OBJET : permission de voirie - branchement
Enedis – 14/16, rue Victor-Basch – 3, rue Massue**

**ARRETE N° A - T - 23 - 0471
EN DATE DU - 5 MAI 2023**

Le Maire de Vincennes,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités territoriales ;

VU la loi n°83-3 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1111-1 à L1111-6 ;

VU le Code général des propriétés des personnes publiques et notamment les articles L2122-1 à L2122-4 et L3111-1 ;

VU le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants ;

VU le Code de la voirie routière et notamment les articles L115-1, L141-10, L141-11 et L-141-12 ;

VU le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8^{ème} partie – signalisation temporaire – approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

VU le règlement de voirie communale approuvé le 28 juin 2006 relatif à la conservation du Domaine Public ;

VU le règlement sanitaire départemental arrêté préfectoral du 26 février 1985 ;

VU la demande de l'entreprise COREBAT mandatée par ENEDIS et domiciliée TSA 70011 – chez SOGELINK – 69134 DARDILLY cedex - pour réaliser les travaux de branchement électrique sur le domaine public sous trottoir ;

VU la déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) n° de consultation 2023033105603D réalisée le 31 mars 2023 par l'entreprise COREBAT devant intervenir sur le chantier conformément à la réglementation en vigueur ;

VU l'état des lieux ;

CONSIDERANT que ces travaux sont nécessaires pour le branchement électrique;

ARRÊTE

ARTICLE I - Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public routier de la ville de Vincennes pour les besoins d'implantation de son réseau et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande, aux n°s 14/16, rue Victor-Basch et 3, rue Massue à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

ARTICLE II - Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans du projet en date du 31 mars 2023.

Le fourreau d'alimentation électrique sera de 25 mètres linéaires.

Les réseaux sont installés sous trottoir au droit du 14/16, rue Victor-Basch et 3, rue Massue.

La nature et la qualité des matériaux utilisés, la profondeur des réseaux sont conformes au dossier déposé.

ARTICLE III - Il est demandé à l'intervenant :

. la réfection du fond de forme béton de son ouverture et la dépose de l'asphalte sur une surface élargie à définir avec la ville ;

. les fouilles en tranchée d'une profondeur supérieure à 1.30 m et de largeur inférieure ou égale aux 2/3 de la profondeur, lorsque les parois sont verticales ou sensiblement verticales, seront blindées.

ARTICLE IV - Toutes les précautions nécessaires doivent être prises pour protéger et préserver le domaine public, ainsi que les réseaux de toute nature, pendant les travaux et d'une façon permanente après ceux-ci.

Le bénéficiaire prend contact avec les différents concessionnaires et autres occupants du domaine public, qui lui indiquent les dispositions techniques de protection de leurs ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux.

Le bénéficiaire est tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Pendant la durée des travaux, le bénéficiaire se soumet aux prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

Les prescriptions du Code de la voirie routière sont appliquées dans le cadre de ces travaux.

L'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes au calendrier de coordination des travaux sur la voie publique arrêté en coordination avec COREBAT pour ENEDIS et la ville de Vincennes lors de la réunion en date 8 mars 2023.

Les employés de l'entreprise COREBAT sont en possession des DT / DICT sur place pendant les travaux. Sans ces documents les agents de la ville demandent l'arrêt des travaux et le départ de l'entreprise.

ARTICLE V - Pendant la durée des travaux, **du 9 mai 2023 au 22 juin 2023**, toutes mesures de précautions sont prises pour assurer en permanence la circulation en général ainsi que la stabilité du terrain.

L'emprise du chantier est ceinturée par des barrières de 1 mètre de haut :

. un panneau de chantier pour informer des travaux est installé au droit de l'emprise.

. Le cheminement piétons est assuré en toute sécurité sur le trottoir opposé la traversée s'effectue au moyen des passages protégés existants ;

. l'entreprise COREBAT mandatée par ENEDIS et chargée des travaux prend toutes les mesures de précautions pour assurer en permanence et en toute sécurité la circulation en général pendant toute la durée des travaux sur domaine public ;

Le chantier est dûment signalé de jour comme de nuit.

ARTICLE VI - Les installations autorisées doivent être constamment tenues en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté. Le bénéficiaire demeure entièrement le seul responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de l'existence de ses ouvrages provisoires ou permanents dans les limites du domaine public.

La ville de Vincennes ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent survenir aux ouvrages du permissionnaire, du fait de l'usage de la voie publique.

ARTICLE VII - Un plan de récolement de l'ouvrage réalisé est fourni dans le mois qui suit son exécution à la Direction de l'espace public et du cadre de vie de la ville de Vincennes.

ARTICLE VIII - L'entreprise chargée des travaux : **COREBAT –TSA 70011 – chez SOGELINK – 69134 DARDILLY cedex**

ARTICLE IX - L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers.

ARTICLE X - L'autorisation devient nulle si dans un délai d'un an il n'en a pas été fait usage.

ARTICLE XI - Tout dépôt de matériaux et de matériels sur le domaine public doit faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du service infrastructures voirie.

ARTICLE XII - Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs et notifié au bénéficiaire et à l'entreprise chargée des travaux.



Robin LOUVIGNÉ
Adjoint au Maire
chargé du cadre de vie, des mobilités
et de la propreté
'empêché'
Eric BENSOUSSAN
Adjoint au Maire
chargé de l'administration générale,
de la sécurité publique et des affaires patriotiques